

tissaient pas aux municipalités étaient tenus de payer le montant intégral.

Je suis donc persuadé que la députée, qui combat constamment en faveur de la justice et de l'équité, reconnaîtra la justice de la chose.

* * *

L'ÉNERGIE, LES MINES ET LES RESSOURCES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

La fermeture de certaines mines menace de faire perdre environ 3 500 emplois dans six localités des districts de Timiskaming et d'Algoma cette année. Elliot Lake, à elle seule, perdra environ 2 000 emplois dans les mines et 1 500 autres dans le secteur tertiaire.

Le gouvernement acceptera-t-il, avec le concours de l'Ontario, de mettre sur pied un programme général de reprise économique pour soutenir ces localités et ces familles menacées de perdre leurs emplois, leur foyer et leur gagne-pain?

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, la question du député traduit très fidèlement une évolution regrettable qui se produit actuellement, surtout dans le nord de l'Ontario et du Québec, pour ne nommer que ces deux régions, mais davantage dans le nord de l'Ontario où se trouve sa circonscription. Il a raison à propos d'Elliot Lake. Nous avons eu des discussions concernant Elliot Lake, en tout cas au moins sur d'éventuelles mesures susceptibles de compenser partiellement les mises à pied. Je rappelle au député les démarches engagées dans le cadre de FEDNOR. On est prêt à faire intervenir ce programme.

• (1150)

J'ajoute que le gouvernement a tenté d'apporter une solution au problème en décentralisant les services du ministère des Anciens combattants afin de favoriser les déplacements des régions urbaines de l'Ontario vers des endroits comme Kirkland Lake, dans le cadre du Programme Développement des collectivités et des démarches effectuées par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Voilà les mesures que nous avons prises. Elles ne remplaceront pas les emplois perdus. Je n'irais pas jusqu'à dire cela. Je ne sais pas ce que le gouvernement de

Questions orales

l'Ontario compte faire, mais on pourrait évidemment établir les contacts voulus si ce dossier lui tient à coeur.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, FEDNOR, quoique utile, n'a créé en trois ans de développement qu'un tiers environ des emplois qui vont être supprimés en un an dans ce seul secteur.

Est-ce que les services du ministre sont disposés à jouer un rôle dirigeant dans la mobilisation d'une importante infusion de capitaux, au titre de l'adaptation des industries et des collectivités, en faveur d'une décentralisation des bureaux administratifs de Toronto et d'Ottawa, ainsi que d'un important engagement financier en faveur de la restructuration économique du nord-est de l'Ontario, en cette situation extrêmement urgente?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, j'aimerais répondre à la question supplémentaire parce qu'il y a un complément de renseignement dont j'aimerais faire part au député au sujet de FEDNOR et de ce que réalise le gouvernement fédéral dans le nord de l'Ontario, toutes choses de nature à l'intéresser.

Premièrement, il a tort pour ce qui concerne la création d'emplois. FEDNOR en a créé plus de 1 400. Cela est très proche des préoccupations actuelles du Timiskaming en matière de création d'emplois.

Comme le député ne l'ignore pas, FEDNOR a mis sur pied un groupe de travail spécial. Nous avons envoyé des représentants partout dans la région Kirkland Lake-Timiskaming depuis quatre mois, pour mettre au point une stratégie qui donne suite en grande partie à ce qui a été demandé. Mais surtout, je pense qu'il faut travailler la main dans la main—ce que nous essayons de faire—avec la province d'Ontario pour mettre au point une stratégie plus large. FEDNOR peut faire sa part, mais il faut une stratégie plus large et c'est ce que nous cherchons.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre n'a guère aimé que nous lui rappelions les propos qu'il a tenus en 1982 contre la politique de l'argent cher en lui faisant remarquer que c'est cette même politique qu'il pratique aujourd'hui. Voici ce qu'il a répondu textuellement hier à la question que je lui avais posée à propos du contrôle des salaires: